

27. L'AFRIQUE SUB-SAHARIENNE

Contexte

Si l'année 1987 a été marquée par une intensification des guerres qui ravagent l'Afrique australe, 1988 se distingue par la poursuite d'un règlement des conflits armés de la part de toutes les parties en cause, lesquelles semblent favorables à la négociation. Elles se heurtent toutefois à des obstacles de taille.

On peut croire que l'absence de victoire militaire décisive de l'un ou l'autre groupe de combattants en Afrique australe et les coûts exorbitants de l'intervention de l'Afrique du Sud dans une région qui s'étend des provinces septentrionales du Mozambique jusqu'au plateau central angolais, en passant par les frontières du Botswana et du Zimbabwe, ont encouragé l'activité diplomatique qui a eu cours dans la région depuis le début de l'année 1988.

Angola et Namibie

En fait, c'est surtout la guerre en Angola qui a été au centre des pourparlers. Qu'il s'agisse des négociations répétées entre les Américains et les autorités angolaises pour un retrait des soldats cubains présents en Angola (en janvier 1988, Luanda a accepté, pour la première fois, le principe d'un retrait total des troupes cubaines d'Angola dans le cadre d'un règlement global de la situation en Afrique australe, c'est-à-dire dans le cadre, notamment, de l'accession de la Namibie à l'indépendance, cette dernière étant actuellement sous contrôle sud-africain), de la conférence de Londres les 3 et 4 mai 1988 réunissant des représentants des États-Unis, de l'Afrique du Sud, de Cuba et de l'Angola, du face à face entre Angolais et Sud-Africains à Brazzaville neuf jours plus tard ou de la nouvelle réunion quadripartite à venir, de nouvelles perspectives se présentent aux acteurs de la région. À la conférence de Londres, la délégation sud-africaine a formellement accepté l'application de la résolution 435 du Conseil de sécurité de l'ONU sur la Namibie en échange du retrait des troupes cubaines. Toutefois, il est trop tôt pour parler d'une formule de paix quelconque